

Mme Christine Lafrance
Greffière du Comité permanent des
finances
Chambre des communes
Parlement du Canada
Ottawa, Ontario K1A 0A9



Le 5 avril 2013

Madame,

Je vous remercie de nous permettre de fournir des renseignements au Comité permanent des finances, à l'occasion de son étude sur l'inégalité des revenus au Canada.

Je vous écris au nom de la Canadian Association of Neighbourhood Services (CANS), une œuvre de bienfaisance regroupant des organismes communautaires et polyvalents, ainsi que des centres d'accueil de partout au Canada. Ces organismes membres aident les Canadiens de tout âge à disposer d'eux-mêmes et à améliorer leur propre qualité de vie, ainsi que celle de leur famille et des gens de leur voisinage. Les organismes membres de CANS travaillent d'un bout à l'autre du pays – d'Halifax à Vancouver – et appuient plus d'un million de personnes chaque année. Ces organismes sont variés, car chacun répond aux besoins uniques de leurs collectivités respectives; ils se rejoignent toutefois par leur engagement à développer celles-ci et à y mettre en œuvre des programmes et des services pertinents.

Nos organismes membres ont à cœur d'appuyer tous les membres de leur collectivité, de tisser des liens de compréhension mutuelle et de partage entre des Canadiens qui diffèrent sur le plan de la culture, du statut d'immigrant, de l'âge, du revenu et des croyances. Nous axons nos efforts sur les personnes qui traversent des difficultés découlant de problèmes financiers, de l'isolation sociale, de barrières systémiques ou d'un traumatisme personnel.

Grâce à ces contacts quotidiens, nous en sommes venus à saisir parfaitement les répercussions négatives qu'entraînent les inégalités économiques croissantes

dans nos collectivités. Bien que cette tendance touche particulièrement les personnes déjà aux prises avec des difficultés, elle rejoint également l'ensemble de la collectivité, ce qui mine la cohésion communautaire, la confiance, l'efficacité collective et la solidarité sociale en général.

Dans *The Spirit Level, Why Equality is Better for Everyone*, les auteurs Richard Wilkinson et Kate Pickett présentent une excellente analyse de l'inégalité sociale et démontrent que tous, y compris les bien nantis, profiteraient d'une baisse des inégalités. Dans cet ouvrage, on résume des données de l'OCDE et d'autres données socio-économiques de partout dans le monde afin de démontrer que les pays où les inégalités économiques sont faibles connaissent d'autres avantages au plan social, dont :

- un taux de criminalité moindre
- des individus en meilleure santé
- des niveaux d'éducation plus élevés
- moins de conflits sociaux
- moins d'abus d'alcool et de stupéfiants
- taux plus élevés de bonheur au plan personnel

Il apparaît clairement qu'une réduction des inégalités économiques peut aider une société à devenir plus productive et efficace, en plus de contribuer au sentiment de bien-être des individus.

À notre avis, il est urgent que le gouvernement fasse la lumière sur la dynamique et l'impact des inégalités sociales dans nos collectivités. Des études canadiennes récentes ont bien documenté la plupart de ces questions, par le biais d'une analyse de données sur la répartition du revenu, le marché du travail et des indicateurs de santé.

Selon nous, les politiques publiques pourraient atténuer significativement les inégalités de revenus, et ce, de plusieurs façons. En fait, nous sommes convaincus que ces tendances ne pourront être renversées sans un engagement formel du gouvernement canadien à réduire les inégalités de revenus, au moyen d'un plan d'action concret. Nous pressons également le comité de mettre en place un processus pour que les Canadiens puissent participer plus profondément et plus délibérément à ce débat.

Les gouvernements ont à leur disposition de nombreux moyens pour réduire les inégalités économiques, y compris des leviers en matière de politiques fiscales et sociales, et de politiques relatives au marché du travail. Parmi les initiatives prometteuses pour réduire de manière appréciable les inégalités économiques, nous souhaitons souligner les suivantes :

Changements aux politiques fiscales :

- Augmenter les taux d'imposition pour les revenus plus élevés.
- Revoir, limiter et/ou éliminer les dépenses fiscales, c'est-à-dire le manque à gagner résultant des déductions et des crédits d'impôt, dont bon nombre profitent de manière disproportionnée aux riches.
- Percevoir des impôts sur le revenu du capital (y compris les gains en capital) au même taux que le revenu d'emploi. Limiter ou éliminer les comptes d'épargne libres d'impôts, qui profitent de manière disproportionnée aux riches. En revanche, songer à une forme d'impôt sur les successions.
- Éliminer les différentes stratégies d'évasion fiscale, comme le recours aux paradis fiscaux à l'étranger, les fiducies familiales, les stratégies de fractionnement du revenu, etc., qui profitent surtout aux bien nantis.

Changements aux politiques sociales :

- Augmenter la prestation nationale pour enfant.
- Augmenter l'accès aux services de garde abordables.
- Multiplier les logements abordables.
- Réformer les programmes de soutien au revenu, et augmenter le montant des prestations.
- Améliorer le RPC et ramener les prestations de pension pour les personnes de 65 ans et plus.
- Soutenir les programmes pour les droits de la personne, l'aide juridique et les programmes de justice pour les jeunes.
- Renforcer le système public d'éducation en finançant totalement tous les niveaux, y compris postsecondaires, et le système d'éducation dans les collectivités autochtones.
- Instaurer un programme de logement social, au niveau national et/ou provincial.
- Veiller à ce que tous les habitants du Canada aient accès à des soins de santé, à des services d'urgence, à des programmes de soutien au revenu et à des services sociaux, peu importe leur statut d'immigrant.

Changements aux politiques relatives au marché de l'emploi :

- Hausser le salaire minimum.
- Encourager les emplois donnant droit à un salaire suffisant.
- Améliorer l'assurance-emploi.

- Renforcer les programmes de formation pour les compétences stratégiques, les stages et les programmes de transition école-travail.
- Augmenter la prestation fiscale pour le revenu de travail.
- Faire respecter les conditions de travail équitables, les normes du travail et appuyer l'équité en matière d'emploi.
- Réformer le programme pour travailleurs migrants temporaires, afin de permettre aux travailleurs de faire une demande de résidence permanente et faire en sorte qu'ils reçoivent un salaire égal pour leur travail.

Nous sommes persuadés que le gouvernement du Canada dispose de toute une gamme de moyens pour façonner une société plus juste, plus inclusive, plus saine et plus prospère. C'est cet objectif que visent les membres de CANS, qui d'ailleurs encourageraient volontiers la participation des gens des collectivités dans des discussions sur leurs aspirations et leurs idées novatrices pour le changement.

Nous remercions le comité d'avoir pris l'initiative sur cette question, qui est d'une importance fondamentale pour le bien-être de tous les Canadiens.

Salutations,



Rob Howarth
Président,
Canadian Association of Neighbourhood Services

